

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 07 Juin 2022

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 01 Juin 2022, le Conseil municipal s'est réuni le 07 Juin 2022 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = M. TAVERNIER, Mme SERRE, M. DONZEL, Mme DEBUS, M. LEGRAND, Mmes COLOMB, JUMMUN, LAURENT, Mme CHARDEYRON, M. ROBIN, Mme TISSOT, MM. TRINQUET, COLLET, M. BLANC, Mme CASSAR, M. BONNAMOUR, Mme CHEMIN, M. GIRARD.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés : Md GAUTHIER donne pouvoir à Md SERRE  
Md ROMANET donne pouvoir à Md TISSOT  
Md PERRONE donne pouvoir à Md TISSOT

Absents sans pouvoir : Md Mührican AVICI

Après avis des domaines,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- AUTORISER la cession à M. Ludovic BIESSY, d'un T2 situé en rez de chaussée à rénover, d'une surface de 73,70 m2 avec une place de parking privative au prix de 37 000€, trente-sept mille euros frais d'agence inclus, soit, 35 150 €, trente-cinq mil cent cinquante euros net vendeur.
- D'AUTORISER Monsieur le Maire, ou toute autre personne par lui désignée, à signer tous actes afférents à la mise en œuvre de la présente délibération.
- D'Autoriser Monsieur le maire à émettre le titre de recette correspondant,
- D'Inscrire le produit de cette redevance au budget dans le chapitre et compte s'y rapportant.

Après en avoir délibéré, le conseil à l'unanimité,

- AUTORISE la cession à M. Ludovic BIESSY, d'un T2 situé en rez de chaussée à rénover, d'une surface de 73,70 m2 avec une place de parking privative au prix de 37 000€, trente-sept mille euros frais d'agence inclus, soit, 35 150 €, trente-cinq mil cent cinquante euros net vendeur.
- AUTORISE Monsieur le Maire, ou toute autre personne par lui désignée, à signer tous actes afférents à la mise en œuvre de la présente délibération.
- AUTORISE Monsieur le maire à émettre le titre de recette correspondant,
- DEMANDE à Monsieur le maire d'inscrire le produit de cette redevance au budget dans le chapitre et compte s'y rapportant.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Envoyé en préfecture le 09/06/2022

Reçu en préfecture le 09/06/2022

Affiché le

ID : 001-210102695-20220607-2022\_31-DE

Jean-P

Le Maire  
Jean-Pascal THOMASSET

Berger  
Levrault



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.